

JO-2016/Corruption

A quel prix Rio a obtenu les jeux Olympiques ?

AFP

Paris/France

LE 2 octobre 2009, Rio devenait la première ville d'Amérique du sud désignée hôte des JO d'été. Mais combien a coûté la victoire et le vote des membres du CIO ? Huit ans après, les flux d'argent et les courriels sont remontés à la surface, et il ne reste que de lourds soupçons de corruption. Longtemps dans l'ombre, Papa Massata Diack est devenu un personnage incontournable des affaires qui secouent le sport depuis deux ans. Figure centrale du scandale de corruption à la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), sur fond de coureurs russes dopés, le Sénégalais (52 ans) est aussi dans le viseur des justes françaises et brésiliennes qui enquêtent sur l'attribution des jeux à la cité carioca. Avec une question: l'ancien consultant marketing de l'IAAF a-t-il usé de l'influence de son père, Lamine Diack, président de cette fédération et membre du Comité international olympique (CIO), pour s'enrichir ? L'opération anticorruption "Unfair play" conduite début septembre au Brésil, et les courriels saisis par les enquêteurs, dont l'AFP a eu connaissance, ont



Photo : D.R.

Le fils de l'ancien président de l'AAF, Papa Massata Diack, est au coeur du scandale de corruption. Photo de droite : Les Jeux Olympiques de Rio de Janeiro, dont on voit ici un instantané de la cérémonie de clôture, ont-ils été obtenus sur fond de corruption ?



Photo : BANDOMA

considérablement alourdi les soupçons.

2 millions de dollars.

Depuis plusieurs mois, la justice française, compétente parce que des fonds ont pu être blanchis sur son territoire, disposait d'indices. D'une part, les magistrats du parquet national financier (PNF) ont entendu aux Etats-Unis, en juin 2016, un ancien membre du Comité olympique brésilien (COB), Eric Walther Maleson.

Ce dernier avait mis en cause le président du COB et patron du comité d'organisation des Jeux de Rio, Carlos Nuzman, en confiant avoir appris que le graal olympique. Mais Maleson, qui a des comptes à régler avec Nuzman, "ne semble pas avoir connaissance des flux", nuance une source proche de l'enquête. En revanche, la justice

française avait mis la main sur deux virements, pour 2 millions de dollars, qui avaient atterri le 29 septembre 2009, soit trois jours avant le vote du CIO, sur des comptes de Papa Massata Diack ou d'une de ses sociétés, à Moscou et à Dakar. L'argent provenait de la société Matlock Capital, derrière laquelle se trouve un entrepreneur brésilien, Arthur Soares, dit le "Roi Arthur", connu comme un proche de l'ancien gouverneur de Rio Sergio Cabral, déjà condamné à 14 ans de prison pour corruption.

"Finalisation" Pour quels services "PMD" a reçu deux millions de dollars de Matlock Capital ? Le Sénégalais, qui vit à Dakar, où il n'a jamais pu être interrogé par la justice française, n'a pas souhaité répondre à l'AFP. Seule certitude, avant et après le vote des mem-

bres du CIO, où la cité carioca avait battu Madrid au 3e tour (66 voix contre 32), Papa Massata Diack a bien eu des échanges avec l'équipe de Rio, selon plusieurs courriels saisis par les enquêteurs brésiliens. Parmi les destinataires des messages, dont certains figurent dans l'acte d'accusation du parquet de Rio, Carlos Nuzman et le directeur général des services marketing du COB, Leonardo Gryner.

Ainsi, Papa Massata Diack rappelle à plusieurs reprises qu'il attend des paiements, comme dans ce courriel du 19 décembre 2009 destiné au cabinet de la présidence du Comité olympique brésilien, où il évoque la somme de 450.000 euros. Deux jours plus tard, il s'adresse directement, en Anglais, à Carlos Nuzman, le "Mr JO" de Rio, pour lui demander son "aide". "Nous avons fait face à

toute sorte de problèmes de la part de ceux qui nous ont donné leur engagement à Copenhague", où a eu lieu le vote, écrit-il.

Le 6 janvier, il se félicite de la réception de 50.000 et 60.000 dollars sur un compte à Dakar mais attend toujours un solde de 340.000 euros. "Transmettez au président que j'attends toujours la finalisation du processus car je reçois davantage de pressions de mes amis", insiste-t-il le 31 janvier 2010, avec Carloz Nuzman en copie.

Dans une audition citée par l'acte d'accusation brésilien, Leonardo Gryner a confié qu'à l'occasion des championnats du monde d'athlétisme à Berlin, en août 2009, Lamine Diack lui avait bien présenté son fils, en lui demandant de traiter avec lui pour parrainer des événements au Brésil.

Une version qui semble accréditée par un courriel de Gryner à Papa Massata Diack le 10 septembre 2009: "nous sommes prêts à envoyer une lettre d'intention à l'IAAF, à propos des Relays Challenge IAAF 2010-2012". Gryner a ajouté qu'aucun événement de ce type n'a finalement été organisé. Les trois éditions des World Relays, nés en 2014, ont eu lieu aux Bahamas.

Au Brésil, Nuzman, Gryner et Cabral ont été inculpés pour leur participation au réseau de corruption, tandis que les Diack père et fils sont formellement visés par l'acte d'accusation. En France, l'affaire a rattrapé l'ancienne star namibienne du sprint Frankie Fredericks, mis en examen pour corruption passive. La justice a découvert qu'une société, Yemi Limited, derrière laquelle se trouve l'ancien athlète, a reçu le 2 octobre 2009 un virement de 299.300 dollars d'une société de PMD, Pamodzi Consulting.

A Copenhague, Fredericks était scrutateur pour le CIO quand Rio a obtenu les jeux. Les investigations montrent aussi que ce jour-là, environ 130.000 dollars sont partis de Pamodzi vers des boutiques de joaillerie à Paris.

Omnisports/Dopage/JO-2018/Après la décision du CIO

Le Kremlin ne veut pas " céder aux émotions "

AFP

Moscou/Russie

LE Kremlin a appelé, hier, à "ne pas céder aux émotions" après la décision du Comité international olympique (CIO) de suspendre la Russie des JO d'hiver, sanction qui a indigné les mondes sportif et politique russes. Mardi dernier, en soirée, le CIO a suspendu la Russie des jeux Olympiques d'hiver 2018 pour dopage institutionnalisés, ouvrant toutefois la porte aux sportifs "propres" qui pourront concourir sous drapeau neutre, une décision unique dans l'histoire de l'olympisme puisque pour la première fois, un pays entier est suspendu pour dopage. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a estimé, hier, que "la situation est sérieuse" et affirmé qu'il ne fallait pas "céder aux émotions, mais analyser avec attention la décision du CIO". Selon M.

Peskov, les premières décisions seront prises suite à la prochaine réunion du Comité olympique russe (ROC), prévue le 12 décembre. "Avant cela, tirer des conclusions serait prématuré", a-t-il ajouté.

Alors que plusieurs députés et sénateurs russes indignés par la décision du CIO ont estimé qu'il serait humiliant pour la Russie de participer sous drapeau olympique, laissant entendre qu'un boycott serait préférable, le Kremlin semble adopter une attitude beaucoup plus mesurée. Le président Vladimir Poutine, qui s'exprimait lors d'un discours très attendu à l'occasion d'un Forum à Moscou, n'a d'ailleurs pas évoqué le sujet jeudi, édulcorant aussi la question de sa possible candidature pour un quatrième mandat à l'élection de mars 2018. La porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a été beaucoup plus offensive en dénonçant, selon les agences de presse russes,



Photo : D.R.

L'ancien président de la Fédération russe d'athlétisme, Valentin Balashnitchev, s'était engagé, à l'époque, à saisir le TAS.

"une attaque massive liée au fait que la politique d'isolation de la Russie a échoué" et s'en prend maintenant à la sphère sportive.

Boycott ? Le 19 octobre, Vladimir Poutine avait prévenu qu'obliger les athlètes russes à évoluer sous bannière neutre constituerait une "humiliation pour la Russie". Mais, un boycott "n'est pas un sujet de discussion" et Moscou reste "dévoué à l'idéal

olympique", avait indiqué lundi Dmitri Peskov.

En attendant, les responsables sportifs comme politiques étaient prudents sur la perspective d'un boycott. Le chef du Comité olympique russe, Alexandre Joukov, avait assuré, dès mardi soir, que les sportifs russes décideraient le 12 décembre de leur participation ou non sous drapeau neutre. La majorité des sportifs russes, tout en regrettant

la décision du CIO, exprimait la volonté que ceux qui le veulent puissent participer aux Jeux de Pyeongchang. "Il faut aller aux jeux Olympiques. Refuser, c'est se rendre", a déclaré le médaillé olympique de hockey sur glace Ilya Kovalchuk, cité par l'agence TASS.

"M'adressant aux athlètes, je veux dire qu'ils ne doivent absolument pas désespérer et continuer à s'entraîner pour les Jeux", a de son côté déclaré la star du saut à la perche, Yelena Isinbayeva, qui a entamé une reconversion politique.

Les médias russes regrettaient également la décision tout en saluant la possibilité laissée aux sportifs russes de participer aux JO. "C'est dur d'accepter ces accusations et ces punitions. Mais le destin de nos athlètes et notre place dans la famille olympique sont plus importants", écrit le journal Sport Express.

Le quotidien dénonce la décision du CIO, "dans un sens humiliante pour la

Russie", citant le bannissement à vie de Vitali Moutko, vice-Premier ministre et figure du sport russe en tant que ministre, organisateur en chef de Sochi-2014 et grand ordonnateur de la prochaine Coupe du monde de football 2018.

Option dure Mais le président du CIO Thomas Bach "a laissé la porte ouverte à la Russie" en autorisant les sportifs à participer et à avoir le mot "Russie" inscrit sur leurs survêtements, ajoute le journal sportif.

Le quotidien Kommersant écrit de son côté que "le CIO a choisi une option dure, mais pas la plus dure". Chez les politiques et les médias proches du Kremlin, les réactions étaient beaucoup plus fortes. Le vice-président de la Douma (Chambre basse du Parlement), Piotr Tolstoï, a ainsi estimé sur la chaîne de télévision Pervy Kanal que "c'est toute la Russie qu'on humilie en la privant de drapeau et d'hymne".